

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P)

N° DE MARCHE : AO 25 NA 0002

OBJET DU MARCHE :
MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES EQUIPEMENTS ET MATERIELS DES CENTRALES
INCENDIES DES SITES DE FILIERIS

Filiéris est une marque déposée pour son offre de santé par la CANSSM

CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES

77, avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ	4
1.1 - PRESENTATION DE FILIERIS	4
1.2. - OBJET DU MARCHÉ.....	5
1.3. - ALLOTISSEMENT	5
1.4. - PROCEDURE UTILISEE ET FORME DU MARCHÉ.....	6
1.5-DUREE DU MARCHÉ	7
1.6 - PARTIES CONTRACTANTES	7
ARTICLE 2 -PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	8
ARTICLE 3: MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX	8
3-1 CARACTERISTIQUES ET FORME DES PRIX	9
3-2 REVISION DES PRIX	8
ARTICLE 4 : MODALITES DE REGLEMENT ET TRANSMISSION DES FACTURES VIA CHORUS pro	10
4.1. - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	10
4.2. – REGLEMENT	10
ARTICLE 5 : BONS DE COMMANDE POUR LES PRESTATIONS HORS FORFAIT	11
ARTICLE 6 : CONDITION D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	11
6.1. – Maintenance préventive forfaitaire.....	11
6.2. – Maintenance corrective forfaitaire.....	11
6.3. – Maintenance corrective hors forfait, établissement des devis, bons de commande.....	11
ARTICLE 7 : REMISE DES EQUIPEMENTS EN FIN DE MARCHÉ / GARANTIE - PIECES DETACHEES	12
7.1.-REMISE DES EQUIPEMENTS EN FIN DE MARCHÉ	12
7.2. – GARANTIE ET PIECES DETACHEES	12
7.3. – LIMITES DES PRESTATIONS.....	13
ARTICLE 8 : TRANSFERT D’ACTIVITE	13
ARTICLE 9 : PROTECTION DES DONNEES.....	13
ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE	14
ARTICLE 11 : CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	11
ARTICLE 12 : AJOUT/RETRAIT D’UN SITE	14
ARTICLE 13 : REVUE DE MARCHÉ	14
ARTICLE 14- DEVELOPPEMENT DURABLE.....	15

ARTICLE 15- INSERTION SOCIALE.....	15
ARTICLE 16- PENALITES	15
ARTICLES 17 : LITIGES	15
ARTICLE 18 : RESILIATION.....	16
ARTICLE 19 : ASSURANCES	17
ARTICLE 20 : DEROGATION AUX CCAG FCS	17

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1 - PRESENTATION DE FILIERIS

La Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines (CANSSM) est l'organisme gestionnaire du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines. Elle a été créée par le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 modifié portant organisation de la sécurité sociale dans les mines.

La CANSSM gère l'offre de santé Filieris qui délivre des soins et de l'accompagnement dans les territoires où elle est présente.

La CANSSM - Filieris est placée sous la tutelle du Ministère du Travail, de la Santé, des solidarités et des Familles.

La CANSSM - Filieris est dotée d'un conseil d'administration et d'un directeur général. Le Président du Conseil d'administration de la CANSSM est M. Philippe GEORGES. Le Directeur Général de la CANSSM est M. Gilles de LACAUSSE. La Caisse autonome nationale est administrée par un conseil d'administration dont les administrateurs représentent les exploitants et anciens exploitants, les affiliés, l'Etat, la CNAM et des personnalités qualifiées.

La CANSSM - Filieris est constituée d'un seul organisme : le siège est basé à Paris et les trois services territoriaux, également appelés Directions régionales (DR), sont situés à Lens pour la DR du NORD, à Metz pour la DR de l'EST, à Alès pour la DR du SUD.

La gestion des activités de prestations de sécurité sociale a été progressivement déléguée à d'autres organismes : Caisse des dépôts et consignations (CDC) pour l'assurance vieillesse et invalidité, Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) pour l'assurance maladie, maternité, accidents du travail et maladies professionnelles. La CANSSM reste garante du respect des droits des affiliés en application des règles propres au régime minier et de la qualité du service rendu aux assurés.

L'offre de santé Filieris est composée au 1^{er} janvier 2025 de :

- **130** centres de santé (avec antennes), dont **110** centres de santé polyvalents principaux (pouvant comprendre plusieurs activités : médecine spécialisée, générale, soins infirmiers, kinésithérapie, dentaire) et **13** antennes et **7** centres de santé dentaires
- **22** établissements sanitaires et médico-sociaux :
 - 11 établissements de soins médicaux et réadaptation intégrant 3 unités de soins de longue durée (USLD)
 - 11 établissements médico-sociaux dont 6 EHPAD
- **16** services autonomie à domicile - Soins (services de soins infirmiers à domicile - SSIAD)
- **2** services autonomie à domicile - Accompagnement (services d'aide et d'accompagnement à domicile - SAAD)

- 15 pharmacies
- 1 centre d'optique
- 1 service de matériel médical
- 1 centre de vaccination
- 1 centre d'examens de santé
- 1 centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD)

Une présentation plus détaillée du régime minier est disponible sur le lien suivant : <http://www.filieris.fr>

1.2. - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la maintenance préventive et corrective des équipements et matériels des centrales incendies des sites de FILIERIS.

Il s'agit d'un marché mixte, comprenant une part forfaitaire au titre de la maintenance préventive et corrective et une part à bons de commande pour des prestations « hors forfait », avec des prix unitaires mentionnés au BPU.

La description des prestations et services à fournir et leurs spécifications techniques figurent aux Cahier des Clauses Particulières (CCTP) et ses annexes, applicable au présent marché.

« Filieris étant très attachée à la politique RSE, l'attention des candidats est rappelée sur l'article L.3-1 du code de la commande publique et sur la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ».

1.3 – ALLOTISSEMENT

Le marché est alloti en 7 lots :

- lot n°1 : Maintenance des équipements SSI des sites FILIERIS pour les départements de la Moselle et Meurthe et Moselle (direction régionale EST)

- lot n°2 : Maintenance des équipements SSI des sites FILIERIS pour les départements de la Saône et Loire (direction régionale EST)

lot n°3 : Maintenance des équipements SSI des sites FILIERIS pour les départements du Gard, d'Isère, d'Ardèche et des Bouches du Rhône (direction régionale EST)

lot n°4 : Maintenance des équipements SSI du siège de FILIERIS à Paris – 77 avenue Ségur – 75015.

lot n°5 : Maintenance des équipements SSI des sites FILIERIS pour le département du Nord (direction régionale Nord)

lot n°6 : Maintenance des équipements SSI des sites FILIERIS pour le département du Pas de Calais (direction régionale Nord)

lot n°7 : Maintenance des équipements SSI des sites FILIERIS pour le département du Tarn (direction régionale du Sud)

1.4. – PROCEDURE UTILISEE ET FORME DU MARCHÉ

La procédure de consultation utilisée est l'appel d'offre ouvert, en application des dispositions des articles L2124-2, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Pour chaque lot, le présent marché mixte, correspond un accord-cadre mono-attributaire avec une part forfaitaire et une part à bons de commande à prix unitaires, sans montant minimum et avec un montant maximum mentionné ci-dessous, au sens des articles L2125-1.1°, R2162-1 à R2162-6 et 2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Lot N°		Montant estimatif par lot et sur la durée globale du marché (4 ans) (préventive + corrective)	Montant maximum par lot sur la durée globale du marché (4ans) (part forfaitaire + part à bons de commande cumulées)
1	Maintenance des équipements SSI des sites de FILIERIS pour les départements de la Moselle et de la Meurthe et Moselle (direction régionale EST)	330 000 € HT	700 000€ HT
2	Maintenance des équipements SSI des sites de FILIERIS pour le département de la Saône et Loire (direction régionale EST)	80 000 € HT	200 000€ HT
3	Maintenance des équipements SSI des sites de FILIERIS (direction régionale sud) pour les départements du Gard – d'Isère, d'Ardèche et des Bouches du Rhône	200 000 € HT	500 000€ HT
4	Maintenance des équipements SSI du siège de FILIERIS – 77 avenue de Ségur – 75015 Paris + centrale d'extinction de la salle informatique.	40 000 € HT	100 000 € HT
5	Maintenance des équipements SSI de FILIERIS pour le département du Nord (59) (direction régionale nord)	160 000 € HT	250 000 € HT

6	Maintenance des équipements SSI de FILIERIS pour le département du Pas de Calais (62) (direction régionale du Nord)	250 000 € HT	500 000 € HT
7	Maintenance des équipements SSI de FILIERIS pour le département du Tarn (81) (direction régionale du Sud)	120 000 € HT	250 000€ HT
TOTAL		1 180 000 € HT	2 500 000 € HT

Des bons de commandes seront passés par les Directions Régionales pour des prestations de maintenance corrective **hors forfait** pour des prestations qui ne sont pas visées dans l'article 3 du C.C.T.P, c'est-à-dire hors maintenance préventive et corrective forfaitaire. Elles seront traitées à prix unitaires sur la base d'un devis établi par le titulaire du marché. **Ce devis devra être accepté par FILIERIS.**

Dans l'hypothèse où le prix ne serait pas jugé acceptable par FILIERIS, celui-ci se réserve le droit de réaliser une mise en concurrence.

Les deux prestations mentionnées dans le bordereau des prix unitaires, à savoir le coût horaire pour une heure de main-d'œuvre « technicien » et frais de déplacement « forfait pour une journée », feront l'objet également d'un bon de commande, et ce pour les mêmes raisons qu'énoncées ci-dessus, celles-ci étant « hors forfait ».

Le marché reste soumis à la réglementation applicable aux marchés des organismes de sécurité sociale, soit à ce jour, les dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

1.5-DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa date de notification.

Il est éventuellement reconductible **trois fois**, de manière expresse, pour une durée de 12 mois, sans pouvoir excéder une durée totale de **48 mois** (reconductions comprises).

La reconduction sera effectuée de manière expresse, un mois avant la date anniversaire du marché, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

La non reconduction du marché par la CANSSM, ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité au profit du titulaire.

Par dérogation à l'article 2162-5 du code de la commande publique, l'exécution des bons de commande peut se prolonger jusqu'à 3 mois au-delà de la date de fin de validité du marché

1.6 - PARTIES CONTRACTANTES

Le représentant de l'Organisme, signataire du Marché, est :

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SECURITE SOCIALE
DANS LES MINES
77, avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

Le Titulaire du Marché désigne, dès la notification du Marché la ou les- personne(s) ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, ainsi que pour l'exécution du Marché.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au Pouvoir Adjudicateur, toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché se rapportant au fonctionnement de sa société (modifications de la forme de l'entreprise, de sa raison sociale, des personnes ayant le pouvoir d'engager la société, changement d'adresse, etc...,)

Les entreprises devront préciser les noms et coordonnées d'un référent qui devra pouvoir être contacté immédiatement en cas de problème lié au comportement de son personnel ou tout autre dysfonctionnement. Tout changement de référent devra être indiqué au pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 10 jours ouvrés après sa nomination.

ARTICLE 2 -PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de la CANSSM fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS:

- **Pièces particulières**

- L'acte d'engagement et ses annexes :
 - Annexe 1 : Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF) relatif à la maintenance préventive et corrective annuelle du lot concerné et bordereau des prix unitaires (BPU), par lot également.
- Le présent cahier des clauses Administratives particulières (CCAP)
- Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le Cadre des réponses techniques (CRT), accompagné éventuellement d'un mémoire technique remis par le titulaire.
- Les bons de commande.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés. Les dérogations du CCAG-FCS sont mentionnées dans le dernier article du CCAP.

- **Pièces générales**

- Le code de la commande publique.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – arrêté du 30 janvier 2021, **qui bien que non joint est réputé être connu du titulaire.**
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

ARTICLE 3: MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

3-1 CARACTERISTIQUES ET FORME DES PRIX

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées par application des prix indiqués par le candidat dans les annexes financières (Annexes 1 de l'ATTRI1 et référencées de 1 à 7 selon le lot concerné), et dont les prix sont à caractère « forfaitaires » pour la maintenance préventive et corrective et à « prix unitaires » pour des prestations hors forfait.

Les modalités concernant le prix sont prévues à l'article 10 du CCAG-FCS.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, il est précisé que les prix du marché sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les prestations.

Ces prix comprennent notamment toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les charges de personnel, les charges fiscales et parafiscales, les frais induits par les opérations administratives, les frais de restaurations et déplacements.

Les prestations non explicitement décrites dans les pièces contractuelles, mais néanmoins nécessaires à la bonne exécution et au respect des règles de l'art sont réputées prévues dans l'offre et ne feront l'objet d'aucune plus-value.

3-2 REVISION DES PRIX

Le marché est conclu à prix « forfaitaire » pour la maintenance préventive et corrective. L'ensemble des prix sont révisables.

Les prix sont fermes la première année

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui correspond à la date limite de remise des offres (**MARS 2025**). Ce mois est appelé « mois zéro ».

Le titulaire devra faire parvenir à la CANSSM une proposition de révision des prix en indiquant le nouveau prix et les indices pris en compte un mois au plus tard avant ladite date d'anniversaire. Si le titulaire omet de notifier à la CANSSM cette proposition dans le délai imparti, les prix en vigueur continueront de s'appliquer pour l'année qui suit.

Les prix forfaitaires (C.D.P.G.F) et unitaires (BPU) seront révisés annuellement à la date anniversaire de notification du marché, à l'initiative du titulaire, suivant la formule ci-après :

Formules de calcul : $P : P_o (0.15 + 0.70 \times ICHT-IME / ICHT-IME_o + 0.15 \times FSD1 / FSD1_o)$

P : prix de règlement des prestations révisées

P_o : prix de règlement des prestations initiales

ICHT-IME : valeur de l'indice du « coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques (base 100 en décembre 2008, publié au BOCC) », correspondant au mois contractuel de révision.

FSD1 : valeur de l'indice « frais et services divers n°1 correspondant au mois contractuel de la révision.

ICHT-IMEo ; valeur initiale de l'indice ICHT-IME à la date d'établissement des prix (**MARS 2025**).
FSDo : valeur initiale de l'indice FSD1 à la date d'établissement des prix (**MARS 2025**)

Le coefficient final de révision est arrêté à la troisième décimale arrondie au millième supérieur.
Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4, la deuxième décimale est inchangée. En revanche, si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9, la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

Les prix ainsi révisés sont fermes jusqu'à la prochaine application de la révision du prix dans les conditions fixées au présent article.

ARTICLE 4 : MODALITES DE REGLEMENT ET TRANSMISSION DES FACTURES VIA CHORUS pro.

4.1. - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures, établies en un original et une copie, seront adressées à la CANSSM à l'issue de la réalisation des prestations, à la fin de chaque semestre ou chaque année pour la préventive selon le type d'établissement ou à la fin de chaque mois pour la corrective.

Elles devront indiquer :

- le numéro du marché ;
- le type de prestations,
le numéro du bon de commande sera mentionné,
- la nature des prestations réalisées ;
- leur montant H.T. et T.T.C. ainsi que le taux de la TVA.

Les factures ainsi que les relevés, seront obligatoirement transmis, sous forme dématérialisée, sur la plateforme CHORUS pro. (cf annexe au CCAP dénommée « codes CHORUS »).

Conformément aux dispositions des articles L2192-2 et L2192-3 du Code de la Commande Publique, la CANSSM accepte la transmission électronique des factures. Le titulaire et ses sous-traitants admis au droit au paiement direct, doivent déposer leurs factures via le portail gratuit et sécurisé : <https://chorus-pro.gouv.fr> Via Chorus pro, les modalités de transmission applicables imposent que les factures comportent systématiquement les informations suivantes :

- - **Le numéro de commande dans le libellé du fichier**
- - **Le numéro SIRET 775 685 316 000 17** et le code service chorus concerné (cf liste en annexe) ayant passé la commande. Une brochure explicative de la procédure à suivre est disponible sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique.gouv.fr>

4.2. - REGLEMENT

Le mode de règlement choisi est le virement. Le délai global de paiement d'un marché public ne peut excéder 30 jours à compter de la réception de la facture par la CANSSM. Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Tout dépassement de ce délai donnera lieu à l'application d'intérêts moratoires calculés sur la base du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points, et ce, à compter du jour suivant l'expiration du délai. L'indemnité forfaitaire de recouvrement est fixée à 40 euro

ARTICLE 5 : BONS DE COMMANDE POUR LES PRESTATIONS HORS FORFAIT.

Des bons de commandes seront passés par les Directions Régionales pour des prestations de maintenance corrective **hors forfait** pour des prestations qui ne sont pas visées dans l'article 3 du C.C.T.P. Elles seront traitées à prix unitaires sur la base d'un devis établi par le titulaire du marché. **Ce devis devra être accepté par FILIERIS.**

Lors de l'émission du bon de commande, le délai d'exécution de la prestation sera fixé dans celui-ci. Ce délai court à compter de la réception du bon de commande.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1. – MAINTENANCE PREVENTIVE FORFAITAIRE

Il convient de noter que sont compris dans le forfait de maintenance préventive et sont à la charge du titulaire, **toutes les prestations courantes relatives à l'entretien et au remplacement des consommables des petites fournitures inférieures à 1500 € HT (article 3.1 du CCTP). La main-d'œuvre et les frais de déplacement sont compris dans le forfait de maintenance préventive, sans distinction de seuils.**

La commande d'une pièce supérieure à 1500 € HT au titre de la maintenance préventive sera considérée comme une prestation « hors forfait » et entraînera la facturation de la seule pièce concernée, mais sans facturation de la main d'œuvre et sans frais de déplacement.

Dans l'hypothèse où le prix ne serait pas jugé acceptable par FILIERIS, celui-ci se réserve le droit de réaliser une mise en concurrence.

6.2. – MAINTENANCE CORRECTIVE FORFAITAIRE

Le forfait de maintenance comprend **la fourniture et la pose (dans la limite de 1500 € HT pour les pièces de rechange), y compris la main d'œuvre et les frais de déplacements sans distinction de seuils, ainsi que toutes les prestations de l'article 3.2 du CCTP et les charges listées à l'article 3.2.3 du même document.**

Pour rappel, il comprend l'ensemble des charges listées à l'article 3.1 du CCAP.

La commande d'une pièce supérieure à 1500 € HT au titre de la maintenance corrective sera considérée comme une prestation « hors forfait » et entraînera la facturation de la seule pièce concernée, mais sans facturation de la main d'œuvre et sans frais de déplacement.

Dans l'hypothèse où le prix ne serait pas jugé acceptable par FILIERIS, celui-ci se réserve le droit de réaliser une mise en concurrence.

6.3. – MAINTENANCE CORRECTIVE HORS FORFAIT, ETABLISSEMENT DES DEVIS, BONS DE COMMANDE

Comme mentionné à l'article 5.1 du CCTP (obligations d'information et de conseils du prestataire), les opérations de maintenance corrective **qui ne sont pas comprises dans le forfait visé à l'article 3 du CCTP, sont traitées à prix unitaires sur la base d'un devis établi par le titulaire du marché.**

Dans l'hypothèse où le prix ne serait pas jugé acceptable par FILIERIS, celui-ci se réserve le droit de réaliser une mise en concurrence.

ARTICLE 7 : REMISE DES EQUIPEMENTS EN FIN DE MARCHÉ, GARANTIE ET PIÈCES DÉTACHÉES

Les prestations seront exécutées conformément aux dispositions du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P).

7.1. – REMISE DES EQUIPEMENTS EN FIN DE MARCHÉ

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement et à restituer toute la documentation qui lui aurait été remise en début de marché.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné et de tout expert désigné par l'exploitant.

7.2. – GARANTIE, PIÈCES DÉTACHÉES

Les pièces détachées remplacées sont garanties conformément aux règles de droit applicables à la garantie.

Il appartient au titulaire d'évaluer, de constituer et tenir un stock de pièces de rechange, afin de répondre aux exigences liées à la sécurité et aux délais précisés dans le CCTP. Ces pièces détachées de rechange sont conformes aux pièces d'origine ou équivalentes aux pièces d'origine en respectant les règles d'associativité prévues par les fabricants. Les pièces, composants et matériels dont le remplacement est préconisé (suite aux opérations de maintenance préventive ou rendu nécessaire suite à un incident).

Tous les matériels et produits laissés dans les sites sont sous l'entière responsabilité du titulaire.

En cas de vétusté des pièces détachées : celle-ci ne s'appliquera qu'aux équipements et matériels qui seront complétés d'un certificat du constructeur confirmant l'impossibilité de remplacer

l'équipement défectueux par une pièce pouvant garantir au minimum les mêmes dispositions. Le constructeur devra valider économiquement, l'alternative technique proposée par le contractant

7.3. – LIMITES DES PRESTATIONS

Les prestations de maintenance préventive et corrective prévues dans le présent cahier des charges ne comprennent pas :

- Les conséquences des pannes consécutives à une cause extérieure,
- Les dégâts résultants d'accidents, malveillance, négligence, fuite d'eau, orages,
- Les défaillances dues aux variations ou interruptions du courant électrique ou des installations extérieures,
- Les interventions effectuées sur les installations par un tiers non-habilité.

ARTICLE 8 : TRANSFERT D'ACTIVITE

Le titulaire du marché s'engage à informer la CANSSM sans délai, de tout transfert d'activité (cession de branche commerciale, fusion, absorption ... etc.) de nature à affecter l'exécution des prestations.

Dans ce cas, afin d'assurer la bonne exécution administrative du présent marché, notamment le règlement des factures, et permettre la prise en compte du transfert par la CANSSM, le titulaire communique dans les plus brefs délais un courrier accompagné des documents suivants au représentant du pouvoir adjudicateur :

- La publication de l'opération dans un journal d'annonces légales ;
- Le procès-verbal relevant la décision de l'opération ;
- Le K-bis de la nouvelle société,
- Un RIB
- Les imprimés DC 1, DC 2, NOTI 2 du futur titulaire,
- Une attestation de pouvoir engager la société le cas échéant.

ARTICLE 9 : PROTECTION DES DONNEES

Si la réalisation des prestations induit le traitement de données à caractère personnel, le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur relative au traitement des données à caractère personnel, et en particulier le règlement (UE) 2016/679 du parlement Européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la libre circulation de ces données. Le cas échéant, et préalablement à la mise en œuvre de tout traitement de données à caractère personnel, le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché se rapprocheront, afin de formaliser les obligations que le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre pour que le traitement des données personnelles concernées soit conforme au RGPD ;

Le DPO de Filieris peut-être contacté à l'adresse : dpo@filieris.fr

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE

Le Titulaire devra exiger de son personnel une discrétion absolue sur les activités des Bénéficiaires et notamment préserver la confidentialité médicale des dossiers des patients, présents dans les locaux de soins, bureaux médecins et personnels soignants, secrétariats des services.

Cette confidentialité s'applique en particulier lors de l'installation de matériel ou du mode opératoire de destruction du matériel.

Toute indiscretion constatée et prouvée sera considérée comme faute grave et devra se traduire par l'exclusion du salarié considéré du site et de l'établissement bénéficiaire.

ARTICLE 11 : CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

11.1 AVANCE

Le régime de l'avance est défini aux articles L 2191-2, L 2191-3 et R2191-3 à -12 du CCP. Le candidat devra indiquer à l'acte d'engagement s'il renonce ou accepte de percevoir l'avance

11.2 CESSION OU NANTISSEMENT

Les créances résultant du présent marché peuvent être cédées ou nanties dans les conditions prévues aux articles L2191-8 et R2191-45 à 51 et R2191-54 à 63 du CCP.

ARTICLE 12 : AJOUT/RETRAIT D'UN SITE

Les sites mentionnés dans le CCTP et ses annexes sont indiqués à titre indicatif. A tout moment, les sites peuvent être retirés (pour cause de vente notamment) ou ajoutés. Dans ce dernier cas, un avenant sera établi afin d'enregistrer la moins-value ou la plus-value.

En cas d'ajout, de cession ou de fermeture de site suite à la vente de ce site ou de regroupement de sites en un seul point, la Direction Nationale des Achats et des Affaires Juridiques de la CANSSM informera le titulaire par courriel ou courrier recommandé avec accusé de réception, au moins un mois avant la prise d'effet de la fermeture de l'établissement concerné.

Les titulaires de chacun des lots concernés par ces modifications ne pourront prétendre à aucune indemnité du fait de l'arrêt des prestations sur un site cessant ses activités, ni émettre aucune réclamation ou refuser d'honorer les prestations, objet du marché

ARTICLE 13 : REVUE DE MARCHÉ

Le service des achats/marchés de la Direction Régionale FILIERIS concernée mettra en place, après la notification du marché, un plan de suivi de ceux-ci basé sur les principes suivants :

- rencontres régulières avec le responsable technique de la prestation organisées selon un planning régulier et/ou provoquée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, soit téléphonique, soit en présentiel

- un bilan annuel des prestations : difficultés rencontrées, manquements constatés et résolution.

ARTICLE 14- DEVELOPPEMENT DURABLE

Le titulaire devra, dans le cadre du marché, s'inscrire dans une démarche environnementale notamment en matière de :

- Gestion des déplacements et des interventions ;
- Parc de véhicules propres,
- Gestion des déchets,
- Respecter le mode opératoire de chaîne de destruction du matériel (certifié conforme par l'entreprise habilitée),

ARTICLE 15- INSERTION SOCIALE

Au terme du présent contrat, le candidat a la possibilité de mettre en œuvre une action d'insertion sociale qui sera valorisée dans le cadre de l'analyse des offres (voir le cinquième sous-critère de la valeur Technique). Auquel cas, tout engagement porté par le candidat dans le mémoire technique, sera opposable à ce dernier pendant toute la durée du marché.

Dans ce cadre, le Titulaire pourra faire appel, dans l'exécution des prestations objet du marché, à une ou des personnes relevant des catégories suivantes :

- Travailleurs handicapés reconnus par la CDAPH ;
- Jeunes dans le cadre de stage ;
- Jeunes diplômés ;
- Personne en réinsertion professionnelle.

ARTICLES 16 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS et sans mise en demeure préalable, les pénalités applicables sont les suivantes :

En complément de l'article 14 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de déduire les pénalités appliquées, le cas échéant, du montant des factures établies à l'occasion des prestations effectuées.

16.1 Pénalité pour retard dans le planning de maintenance préventive

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt une pénalité de 100 euros HT par jour de retard.

16.2 Pénalité pour retard dans les interventions de maintenance corrective

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt une pénalité de 150 € HT par heure de retard.

16.3 Pénalité pour non-respect du nombre de batteries à remplacer.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par batterie non remplacée.

16.4 Pénalité pour absence à la commission de sécurité en cas de convocation par FILIERIS.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt une pénalité de 1000 € HT par rendez-vous manqué.

16.5 Pénalité pour retard dans la remise des documents du marché

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt une pénalité de 30 € HT par compte rendu de visite non remis dans les 12 heures ouvrées suivant la visite.

Le titulaire encourt également une pénalité de 50 € HT par jour de retard pour non remise du planning annuel de reconditionnement des détecteurs.

16.6 Pénalité pour non-respect du nombre de détecteurs ioniques à reconditionner par an.

Le titulaire encourt, par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, une pénalité forfaitaire de 50 € HT par détecteur non remplacé selon le planning validé annuellement.

16.7 Pénalité pour non complétion du registre de sécurité.

Le titulaire encourt, par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, une pénalité de 50 € HT par registre non complété, lors de chaque passage dans l'établissement.

ARTICLE 17 : LITIGES

Par dérogation à l'article 37 du CCAG/FCS, en cas de litige les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est défini par le livre IV du nouveau code de procédure civile.

Les litiges qui ne peuvent être réglés par voie d'arbitrage sont soumis aux juridictions judiciaires compétentes du ressort du siège social de la CANSSM (Tribunal Judiciaire de Paris, parvis du tribunal de Paris – 75859 Paris Cedex 17).

ARTICLE 18 : RESILIATION

La CANSSM a la faculté de résilier le présent marché dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues dans le chapitre 7 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 38 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié par la CANSSM à tout moment, pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du titulaire. Cette résiliation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, il ne sera versé aucune indemnité de résiliation à ce titre.

En cas d'inexactitude des documents ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 du code du travail, le marché est résilié pour faute du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

Défaillance :

La CANSSM appliquera les stipulations de l'article 36 du CCAG/FCS, à savoir l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier de la prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard, soit dans l'attente du résultat de la procédure engagée suite à la résiliation du marché en application de l'article 32 du CCAG/FCS.

En cas de travail dissimulé, le marché pourra être résilier pour faute du titulaire.

ARTICLE 19 : ASSURANCES

Le titulaire, ainsi que ses éventuels cotraitants ou sous-traitants, déclarent être assurés pour leur responsabilité civile et professionnelle auprès d'une compagnie notoirement solvable pour tous les dommages matériels et immatériels (dommages corporels, matériels, immatériels, accidents, vols et pertes d'exploitation) consécutifs à l'exécution de la prestation par leur personnel ou leurs collaborateurs et ce, dans les conditions de droit commun des responsabilités délictuelles et contractuelles.

La responsabilité du titulaire pourra être engagée en cas d'inexécution partielle ou totale de la prestation, objet du marché, ou en cas de dommage causé aux éléments (matériels, logiciels,) de la CANSSM qui auront été mis à sa disposition.

Le titulaire s'engage à maintenir ces garanties pendant toute la durée du marché.

ARTICLE 20 : DEROGATION AUX CCAG FCS

Article(s) du CCAP	Objet	Article du CCAG/FCS
2	Pièces du marché	4
16	Pénalités	14
17	Litiges	37
18	Résiliation	42